



Shabnam Dayani,
tuée à Behbahan,
province du Khouzistan

400 manifestantes tuées signent la
détermination des Iraniennes
de gagner la liberté
et l'égalité

Rapport Mensuel
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne

Décembre 2019

400 manifestantes tuées signent la détermination des Iraniennes de gagner la liberté et l'égalité

Plus d'un mois après le soulèvement national en Iran, la violence généralisée du régime des mollahs contre [les femmes](#) et les manifestants se fait jour et prend de nouvelles dimensions.

Le 15 décembre 2019, la Résistance iranienne a annoncé que le nombre de personnes tuées par les forces de sécurité lors de la répression de novembre [dépassait les 1500](#). Au moins 400 manifestants ont été blessés et 12 000 arrêtés.

Puis, le 23 décembre 2019, citant des sources au sein du régime iranien, l'agence Reuters a confirmé que 1 500 personnes avaient été tuées en Iran en moins de deux semaines de troubles qui avaient commencé le 15 novembre. Reuters a écrit qu'environ 400 femmes et 17 adolescents faisaient partie de ces personnes tuées. Les responsables iraniens qui ont fourni les chiffres à Reuters, ont déclaré qu'ils étaient basés sur des informations recueillies auprès des forces de sécurité, des morgues, des hôpitaux et des bureaux de médecins légistes.

Reuters a déclaré que l'ordre de Khamenei de "faire tout ce qu'il faut pour les arrêter (les manifestants)", avait été confirmé par trois sources proches du cercle restreint du guide suprême et un quatrième officiel.



Liste des femmes tuées lors des manifestations en Iran en novembre 2019



[La commission des Femmes](#) du Conseil national de la Résistance iranienne a compilé [les noms](#) et les rapports des femmes tuées par les forces de sécurité lors du soulèvement en Iran en novembre 2019:

1. Ameneh Shahbazifard, 34 ans et mère de trois enfants, tuée à Karaj, province d'Alborz
2. Azadeh Zarbi, 28 ans, tuée à Shahriar, province de Téhéran
3. Azar Mirzapour Zahabi, infirmière et mère de quatre enfants, tuée à Karaj, province d'Alborz
4. [Bita Khodadadi](#), tuée à Karaj, province d'Alborz
5. Chan'ani, une fillette, tuée à Mahshahr, province du Khouzistan
6. Elaheh Rastegar, tuée à Tabar
7. Esmat Heydari, tuée à Kermanshah
8. Fatemeh Habibi; tuée à Bahrestan, province de Téhéran
9. Fatemeh Haqverdi, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
10. Fariba Al-e Khamis, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
11. Fariheh Karimzadeh, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
12. Golnar Samsami, 34 ans et mère d'un garçon de 8 ans, tuée à Shahriar, province de Téhéran
13. Halimeh Samiri, tuée à Abadan, province du Khouzistan
14. Hasineh Atighi, tuée à Mahshahr, province du Khouzistan
15. Kowsar Baghlani, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
16. Kowsar Tab-e Matouqi, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
17. Mahnaz Mehdizadeh Nader, tuée à Karaj, province d'Alborz
18. Maryam Esmaili, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
19. Maryam Eidani, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
20. Maryam Nouri, tuée à Robot Karim, province de Téhéran
21. Marzieh Abbaszadeh, tuée à Robot Karim, province de Téhéran
22. Massoumeh Darabpour, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
23. Mohaddeseh Moghaddam, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
24. Mina Sheikhi - 59 ans et mère de six enfants, tuée à Téhéran
25. Nasrin Baghlani, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
26. Nassim Ghorbani, tuée à Téhéran
27. Nikta Esfandani, 14 ans, tuée à Téhéran
28. Nikta Khazaii, tuée à Mehrshahr de Karaj, province d'Alborz
29. Parisa Seifi, tuée à Kamyaran, province du Kurdistan
30. Parvaneh Seifi, tuée à Robot Karim, province de Téhéran
31. Reyhaneh Maleki, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
32. Samaneh Zolqadr, tuée à Téhéran
33. Soheila Fallahzadeh, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
34. Shahla Baldin tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
35. Shahla Rezaeipour, tuée à Karadj, province d'Alborz
36. Sepideh Hassani, tuée à Naghadeh, province d'Azerbaïdjan occidental
37. Shabnam Dayani, tuée à Behbahan, province du Khouzistan
38. Shelir Dadvan, tuée à Boukan, province du Kurdistan
39. Umm-e Walid, tuée à Mahshahr, province du Khouzistan
40. Yas Soleimani, tuée à Shoushtar, province du Khouzistan
41. Vida Shakibaii-Nejad, tuée à Kermanshah
42. Zahra Sajedi, tuée à Abadan, province du Khouzistan
43. Zeinab Asakereh à Abadan, province du Khouzistan
44. Zeinab Nissanpour, tuée à Ahwaz, province du Khouzistan
45. Ziba Khoshgozar, tuée à Sanandaj, province du Kurdistan
46. Une ado de 13 ans abattue d'une balle dans la tête à Behbahan, province du Khouzistan - rapport d'un témoin oculaire
47. Une lycéenne abattue par un hélicoptère à Chiraz, province de Fars - rapport d'un témoin oculaire
48. Une étudiante de Saqqez tuée à Sanandaj, province du Kurdistan - rapport d'un témoin oculaire
49. Une infirmière dans un hôpital, tuée à Téhéran, reconnu par l'imam du vendredi d'Asalem

- 50. Une femme enceinte, tuée à Mahshahr, province du Khouzistan - rapport d'un témoin oculaire
- 51. Une femme enceinte, tuée à Saveh, province Markazi, documentée par un clip vidéo
- 52. Une femme tuée à Mahshahr, province du Khouzistan - rapport d'un témoin oculaire
- 53. Une jeune femme tuée à Shahriar, province de Téhéran - rapport d'un témoin oculaire
- 54. Une femme non identifiée tuée à Racht province de Guilan - rapport d'un témoin oculaire

Arrestations de manifestants en cours

Les arrestations, et en particulier les arrestations de manifestants, étaient toujours en cours plus d'un mois après le soulèvement de novembre.

Abdulreza Nazeri, commandant des forces de sécurité de la province de Kerman, a annoncé le 28 novembre 2019 que ses forces avaient arrêté 25 personnes à Sirjan, dont cinq femmes qui avaient participé aux manifestations contre la hausse des prix du carburant. (Site Asr-e Iran, 29 novembre 2019)

Les médias officiels iraniens ont rapporté que le 30 novembre et le 1er décembre 2019, plus de 1000 personnes avaient été arrêtées dans sept provinces. Plus de 400 dans la province d'Alborz, 31 à Hormozgan, 70 en Azerbaïdjan oriental, 50 à Téhéran, 240 à Kermanschah, 97 à Fardis, Karaj, 25 au Kurdistan, 32 à Ispahan et 26 personnes à Najafabad et Yazdanchahr.

Mehdi Tajik, chef de la police de Téhéran, a annoncé l'identification et l'arrestation d'une femme à Karadj. (Agence ROKNA - 4 décembre 2019)

Le commandant des forces de sécurité de la province de Guilan a annoncé que 4 meneurs des manifestations à Racht, dont une femme de 31 ans, avaient été arrêtés. (Agence Tasnim, 26 décembre 2019)

L'arrestation de deux manifestantes au début du soulèvement a également été révélée.

Mme Maryam Payab a été arrêtée par des agents des services de renseignement des forces de sécurité à Behbahan à 22 heures le 19 décembre 2019. Elle avait reçu une balle dans le dos lors des manifestations contre la hausse des prix du carburant à Behbahan le 16 novembre 2019. Maryam Payab est titulaire d'une maîtrise en génie électrique et une écologiste active à Behbahan



Massoumeh Soleimani, lutteuse et titulaire de la médaille de bronze Alish World Wrestling au Kazakhstan, a été arrêtée par les forces de sécurité le premier jour du soulèvement national à Khorramabad dans l'ouest de l'Iran. La famille de Massoumeh Soleimani est restée silencieuse sur son arrestation dans l'espoir que leur fille serait libérée. Le 16 décembre 2019, ses coéquipières ont décidé de rompre le silence et ont annoncé son arrestation sur internet.



Le 7 décembre 2019, une jeune femme du nom de Nadia Sobhani, 25 ans, a été arrêtée par les services de renseignement à Javanroud, Kermanschah. Elle est accusée d'avoir filmé les manifestations. La famille Sobhani n'a pas réussi à obtenir des informations sur le sort de sa fille.

Des militantes des droits des femmes arrêtées

Trois femmes ont été arrêtées lors de la cérémonie du 40e jour de deuil dans un village de Some'eh Sara, dans la province de Guilan, pour commémorer Navid Behboudi, l'un des jeunes hommes tués pendant les manifestations de novembre.

Les trois militantes des droits des femmes, Mahrokh Rousta, Jelveh Javaheri et Forough Samei-Nia, sont toujours en garde à vue et n'ont pas été libérées sous caution.

La cérémonie du 40e jour de Deuil [d'Azar Mirzapour](#) a eu lieu malgré une atmosphère de sécurité intense et la présence des pasdarans, de la milice du Bassidj et des forces de police. La cérémonie s'est tenue à Khorramabad le 26 décembre 2019 en présence de sa famille.



Des prisonnières dénoncent la torture de manifestantes

L'une des femmes arrêtées lors des manifestations de novembre et détenue pendant un certain temps à la prison de Marivan, au Kurdistan iranien, a publié un rapport sur ce qu'elle a vu en prison. L'une de ses observations concernait la torture d'une détenue. « Un jour, ils y ont emmené une femme accusée d'avoir pris contact avec les médias étrangers. Après quelques jours, nous n'avons plus entendu ses cris sous la torture. J'ai entendu dire qu'elle avait succombé des suites de ses tortures », a-t-il écrit.

La prisonnière politique [Nargesse Mohammadi](#) a également envoyé une lettre de la prison sur les conditions des manifestantes arrêtées. Dans sa lettre du 1er décembre 2019, elle a parlé d'une jeune femme blessée lors des manifestations qui avait été emmenée à la prison d'Evine. « Son apparence montrait que le saignement, l'infection et le gonflement de ses pieds l'avaient ravagée et c'est pourquoi les interrogateurs du quartier 209 d'Evine l'avaient emmenée de l'isolement à la clinique. Elle était très jeune et originaire d'Islamshahr. Quand nous l'avons prié d'insister pour être soignée pour ne pas se faire amputer, elle a dit : « Je vais être exécutée de toute façon. Quelle est la différence avec ou sans jambe? Ils n'ont même pas désinfecté ma blessure depuis le jour où ils m'ont arrêtée. »

Nargesse Mohammadi a également écrit au sujet d'une femme de 20 ans. Elle a dit : « L'interrogateur l'avait prise par les cheveux et l'avait traînée. Il l'avait insultée avec un langage très ordurier, de sorte qu'elle ne pouvait pas répéter ses mots. Puis il avait ouvert sa ceinture et l'avait frappée sur la chaise et la table pour effrayer la jeune femme et lui faire avouer ce qu'il souhaitait devant la caméra. Pas une fois, mais plusieurs fois. »

Admission choquante du crime contre l'humanité

Mohammad Javad Baqeri, le chef de la prière du vendredi de la ville d'Assalem dans la province de Guilan et représentant du guide suprême dans cette ville, a révélé que dans l'un des hôpitaux de Téhéran, une infirmière innocente avait été abattue froidement d'une balle dans le front alors qu'elle regardait les manifestations depuis une fenêtre et tentait de les filmer.

Dans son sermon du vendredi 6 décembre 2019, Baqeri a déclaré : « Ils n'offrent pas de bonbons au milieu des combats et des affrontements. Ce sont des balles. Quelqu'un m'a dit hier soir (lors d'un des premiers jours des manifestations) qu'il se trouvait dans un hôpital très fréquenté de Téhéran. Une infirmière est allée à la fenêtre. Elle a dit qu'elle voulait filmer (des manifestations). Alors qu'elle tentait de prendre un film des manifestations à l'extérieur, une balle l'a frappée en plein front ! »

Condamnations internationales

L'ONU

La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a publié une déclaration le 6 décembre 2019, s'alarmant sur le manque de transparence concernant les victimes et le traitement de milliers de détenus, ainsi que sur les arrestations continues dans tout l'Iran.

La Haut-Commissaire des Nations Unies a déclaré qu'elle était « extrêmement préoccupée par leur traitement physique, les violations de leur droit à un procès équitable et la possibilité qu'un nombre important d'entre eux soient inculpés d'infractions passibles de la peine de mort, en plus des conditions dans lesquelles ils sont détenus. »



L'Union européenne

Joseph Borrell, haut représentant de la politique étrangère de l'UE, a déclaré le 18 décembre 2019 : « Au cours des dernières semaines, de nombreuses personnes à travers l'Iran ont exercé leur droit fondamental de se réunir et ont exprimé leurs doléances économiques. De plus en plus de preuves indiquent qu'en dépit des appels répétés à la retenue, la réaction disproportionnée des forces de sécurité iraniennes aux récentes manifestations a fait un nombre élevé de morts et de blessés. Pour l'Union européenne et ses États membres, le recours généralisé et disproportionné à la force contre des manifestants non violents est inacceptable.

« Nous exhortons les autorités iraniennes à garantir des enquêtes transparentes et crédibles pour clarifier le nombre de morts et d'arrestations, et pour garantir une procédure régulière à tous les détenus. Nous espérons que tous les auteurs de violences seront tenus pour responsables, et conformément aux déclarations des hauts responsables iraniens, tous les manifestants non violents actuellement détenus devraient être immédiatement libérés.

« La décision de l'Iran de fermer l'accès à Internet aux réseaux mondiaux pendant plus d'une semaine a empêché la communication et la libre circulation des informations pour les citoyens iraniens. Il s'agit d'une violation manifeste de la liberté d'expression. Les droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et de réunion doivent toujours être respectés. Les autorités iraniennes doivent respecter leurs obligations internationales, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

« L'Union européenne aborde toutes les questions préoccupantes dans ses échanges bilatéraux avec l'Iran, y compris les droits de l'homme, et continuera de le faire. »

Département d'État américain

Lors d'une conférence de presse le 5 décembre 2019, Brian Hook, le représentant spécial pour l'Iran et conseiller principal du secrétaire d'État américain, a affirmé que le nombre de morts lors des récentes manifestations en Iran pourrait avoir dépassé les 1000. Il a ajouté que le traitement réservé par le régime au peuple iranien était odieux et inacceptable.

M. Hook a déclaré : « Il semble que le régime aurait pu assassiner plus d'un millier de citoyens iraniens depuis le début des manifestations. Nous ne pouvons pas en être certains car le régime bloque les informations. Parmi les personnes assassinées, il y a au moins une douzaine d'enfants, âgés pour certains de 13 et 14 ans. Nous avons reçu des rapports de parents de victimes qui ont tenté de récupérer les corps. Les autorités ont exigé que les familles paient d'abord le prix des balles qu'elles ont utilisées. Dans de nombreux cas, les autorités ne remettraient pas les corps jusqu'à ce que les familles s'engagent à ne pas organiser de funérailles publiques. »

Amnesty International

Le 16 décembre 2019, [Amnesty International](#) a publié une déclaration dans laquelle elle déclarait que la communauté internationale doit prendre des mesures urgentes, notamment par le biais du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies qui tient une session extraordinaire sur l'Iran pour mandater une enquête sur les homicides illégaux de manifestants, l'horrible vague d'arrestations, de disparitions forcées et de torture de détenus, en vue de garantir la responsabilité.

Le 28 décembre 2019, Amnesty International a mis en garde contre la possibilité de torture et de mauvais traitements de manifestants détenus en Iran et a lancé un appel public à la libération des personnes détenues arbitrairement.

Amnesty International a déclaré que les autorités ont arrêté des milliers de manifestants ainsi que des journalistes, des étudiants et des défenseurs des droits humains pour les empêcher de parler de la répression impitoyable de l'Iran. Des enfants âgés de 15 ans à peine ont été arrêtés et sont détenus aux côtés d'adultes dans des prisons réputées pour leur torture. Les détenus ont été soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements; ils ont été battus, roués de coups de poing, de coups de pied et fouettés par les forces de sécurité. Beaucoup se voient refuser l'accès à leurs familles et à leurs avocats.

Le Parlement européen

Le 19 décembre 2019, le [Parlement européen](#) a adopté une résolution dénonçant le recours généralisé et disproportionné des forces de sécurité iraniennes aux manifestants lors des manifestations de novembre 2019. L'eurodéputée [Ana Fotyga](#), ancienne ministre des Affaires étrangères de Pologne, qui a parrainé la résolution, a déclaré : « Malheureusement, nous savons déjà qu'environ [1500 personnes](#) ont été tuées en Iran lors de la récente répression (...) Notre voix s'est élevée en temps opportun pour défendre les manifestants Iraniens, c'est une question de vie ou de mort pour beaucoup de ceux qui sont emprisonnés et souffrent toujours d'insécurité. »



Les experts des droits de l'homme de l'ONU

Le 20 décembre 2019, seize experts des droits de l'homme des Nations Unies, dont Javaid Rehman, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme en Iran, ont appelé les autorités iraniennes à libérer toutes les personnes détenues arbitrairement et maltraitées lors des récentes manifestations, et ont exprimé leurs préoccupations concernant les centaines de gens tués.

« Nous sommes choqués par les informations faisant état de mauvais traitements infligés à des personnes détenues lors des manifestations qui ont eu lieu en novembre 2019, et profondément troublés par le fait que l'utilisation excessive de la force par les forces de sécurité iraniennes aurait fait un nombre incalculable de victimes, dont des morts », ont déclaré les experts.

« Les informations et les images indiquent que les forces de sécurité iraniennes ont non seulement tiré à balles réelles sur des manifestants non armés, mais aussi visaient la tête et les organes vitaux », ont déclaré les experts.

Solidarité des mères

Un des signes significatifs de la persévérance des femmes lors du soulèvement de novembre en Iran a été le rôle des mères et des familles des manifestants.

Ces mères n'ont pas hésité quand leurs enfants soient tombés pour la liberté et ont insisté pour tenir tête au régime des mollahs. Elles ont souvent dit : « Nous ne pardonnerons ni n'oublierons jamais. » Elles ont appelé à des poursuites contre les auteurs de ce crime contre l'humanité.

La famille d'Azar Mirzapour, tuée lors des manifestations en Iran, a tenu sa cérémonie de commémoration malgré la forte présence des forces de sécurité.

La mère de Pouya Bakhtiari a également déclaré qu'elle ne garderait pas le silence après la mort de son fils.

Ces mères éprises de liberté croient que la poursuite du soulèvement est la seule consolation en cette période de peine.

Une autre source d'inspiration a été la solidarité manifestée par les mères de victimes d'exécution et les martyrs des soulèvements antérieurs avec les familles des martyrs du soulèvement de novembre. [Sherafat Zarrini](#), connue sous le nom de Dayeh Sharifeh, a dédié son prix pour la paix et la réconciliation aux mères de tous les martyrs du soulèvement iranien de novembre 2019.

Les mères du Parc Laleh ont publié une déclaration concernant les manifestations de novembre. Elles ont appelé à la libération inconditionnelle de tous les prisonniers et à l'abolition de la torture et de la peine de mort.



Des prisonnières politiques déclarent leur soutien aux manifestations en Iran

Les prisonnières politiques Zeinab Jalalian, Monireh Arabshahi, Soheila Hejab et Nasrine Sotoudeh ont écrit des lettres en prison, déclarant leur soutien aux manifestations de novembre.

La prisonnière politique kurde Zeinab Jalalian a écrit de sa prison de Khoy:

« Le gouvernement trompeur de la République islamique continue de répondre par des balles aux appels à la liberté du peuple iranien. Mais l'histoire a prouvé qu'aucune balle ne peut étouffer et faire taire les cris légitimes du peuple iranien.

« Je ressens votre douleur dans chaque cellule car je suis incarcérée par ces oppresseurs depuis 2007 pour avoir exigé la liberté, la justice et l'égalité (...)

Tant que nous respirons, nous ne laisserons pas le sang versé de ces jeunes se perdre dans l'oubli. Et moi aussi, je resterai dans le camp des travailleurs et contre les oppresseurs jusqu'à la victoire. »

La militante des droits civiques emprisonnée Monireh Arabshahi a écrit dans sa lettre du 14 décembre:

« En novembre, les Iraniens qui en avaient assez de la répression des manifestations de 2009 et 2018, sont encore une fois descendus dans la rue pour protester contre le prix élevé de l'essence et le statu quo. Ils sont venus protester contre des lois qui dépendent d'un état d'esprit médiéval qui a conduit à un effondrement économique, à des pressions politiques et à l'oppression. »



Intensifier la répression publique - Exécutions et flagellation

De l'autre côté de ces crimes contre l'humanité perpétrés pendant et après les manifestations de novembre, la dictature religieuse a intensifié l'application des peines de mort pour les condamnées à mort.

Le régime a exécuté six femmes en décembre :

1. Somayyeh Shahbazi Jahrouii, 4 décembre 2019, prison Sepidar d'Ahvaz
2. Fatemeh Ghezal Safarlou, 4 décembre 2019, prison Gohardasht de Karaj
3. Nargess o-Sadat Tabaii, 4 décembre 2019, prison Gohardasht de Karaj
4. Maryam, 8 décembre 2019, Prison centrale de Mashhad
5. [Fatemeh R.](#), 9 décembre 2019, prison de Gohardasht de Karaj
6. Eshrat Nazari, 18 décembre 2019, prison Gohardasht de Karaj

Le nombre total de femmes exécutées pendant le mandat de Rohani [atteint 103](#). Depuis le début de 2019, le régime a exécuté au moins 16 femmes, ce qui est considéré comme une escalade par rapport aux 6 femmes exécutées pendant toute l'année 2018, 10 femmes en 2017 et 9 femmes en 2016.



Une femme de 80 ans reçoit 70 coups de fouet

Une condamnation à 70 coups de fouet a été infligée à Salbi Marandi, une femme de Khoy âgée de 80 ans, et elle a été emmenée à la prison de cette ville pour y purger huit mois de prison alors qu'elle avait perdu sa motricité.

Le 28 novembre 2019, cette femme de 80 ans a été convoquée au Bureau de l'exécution des peines de la ville de Khoy. Tout d'abord, elle a été reçue 70 coups de fouet, puis elle a été incarcérée.

La seule raison pour ces coups de fouet est qu'elle a protesté et réclamé des informations sur la cause de la mort de son fils en prison, que les autorités pénitentiaires avaient qualifié de suicide. Le directeur de la prison et le juge ont déposé plainte contre cette famille et le tribunal a condamné Salbi Marandi et Atefeh Zeinal-Nejad à 70 coups de fouet et 8 mois de prison chacun. Atefeh Zeinal-Nejad a jusqu'à présent évité de se présenter devant le tribunal pour que s'échapper à sa peine.